

LA CAUSE **DU PEUPLE**

POUR UNE PRESSE INDÉPENDANTE, DÉMOCRATIQUE ET RÉVOLUTIONNAIRE

AVRIL-MAI 2021

PRIX SUGGÉRÉ : 2 €



100 000 morts du COVID-19 : pendant ce temps, la bourgeoisie se goinfre !

p.4

**Augmenter le SMIC :
une nécessité vitale
pour des millions de
travailleuses** p.18

100 000,

c'est le nombre de morts directement liés au COVID qui vient d'être franchi. 100 000 morts, et certainement bien plus selon le *Centre d'épidémiologie sur les causes médicales de décès (CépiDc)*. C'est beaucoup. Beaucoup trop, dans un pays qui se (*suite p. 2*)

**URGENT ! Soutenons le mouvement révolutionnaire
au Brésil : vive le camp Manoel Ribeiro !** p.17

L'éditorial

(suite de la p. 1) targue d'avoir un système de Santé et un État efficient. Bien qu'ahurissant, ce chiffre n'a rien d'étonnant, quand depuis des décennies les gouvernements successifs n'ont cessé de détruire nos acquis de civilisation. La Santé, tout comme l'Éducation, est une variable d'ajustement aux yeux des gestionnaires du vieux monde.

Des dizaines de milliers de familles endeuillées, des milliers de personnes âgées mortes dans des conditions indignes d'une société qui se veut à la pointe du monde civilisé : tout cela est intolérable. La vieillesse et la mort sont décidément un business rentable pour tous ces charognards sans éthique.

100 000 morts qui auraient pu être évités si nous avions un État au service du peuple et non au service des intérêts privés égoïstes. La pandémie a bon dos : les monopoles en crise, et qui l'étaient bien avant le COVID, ont pu être largement soutenus par l'Etat. Des milliards pour Airbus et tant d'autres, pendant que les hôpitaux décrépiennent.

100 000 morts, et en miroir, les repas de la grande bourgeoisie se fichant éperdument des règles imposées aux citoyens. N'est-ce pas le symbole que ce monde doit être changé le plus rapidement possible ?

Les faits sont têtus, la mort a majoritairement touché

les classes populaires. Ces mêmes classes populaires qui font tourner la société et qui sont sur la ligne de front depuis le début. Ces mêmes classes populaires exclues des décisions qui les concernent, exclues de tout pouvoir effectif. Car il est bien question du pouvoir dans toute cette affaire. Nos dirigeants ont, à maintes reprises, prouvé leur incompétence ; mais avec la pandémie, un nouveau seuil a été franchi.

C'est un véritable crime contre le peuple. Nous savons où sont les criminels, ce sont les mêmes qui ont drastiquement réduit l'accès à la CMU (la Couverture Maladie Universelle), qui attaquent les droits des chômeurs, rognent sur les misérables aides sociales, détruisent le code du travail, saignent l'École, la Santé et tous les services publics. Ce sont les mêmes qui vont nous demander d'aller voter parce que « la démocratie est sacrée ». Ce sont les mêmes qui se vautrent dans les fauteuils rutilants du parlement, repus de bons repas payés aux frais de la princesse (nous). Les mêmes qui envoient la Troupe envahir l'Afrique pour voler ses richesses.

Ce sont tous ceux qui s'agitent dans les partis politiques dits « d'opposition », mais qui soutiennent de fait, coûte que coûte, le régime politique de domination actuel.

Une bande de criminels pour faire tenir un système criminel, quoi de plus logique ?

Alors, il ne nous reste que

la lutte âpre contre le vieux monde. Défendons pas à pas le moindre acquis de civilisation, et en premier notre système de Santé si précieux. Ne perdons pas espoir, car le temps d'expropriation des expropriateurs est arrivé. Ceux que l'on pense puissants ne sont que des « tigres de papier », comme l'a si bien expliqué le Président Mao. Ayons confiance, n'ayons pas peur du futur, faisons notre travail de révolutionnaires avec détermination. Ne nous plaignons pas, car plus nous serons proche de la victoire, plus la lutte sera âpre et dure ! Cette année, faisons du 1er mai, journée internationale des travailleurs, un grand jour de lutte contre les crimes organisés que sont le capitalisme et l'impérialisme.

- le Comité de Rédaction de la Cause du Peuple

sommaire

LUTTE DE CLASSE

- ★ Brèves de lutte (p. 3)
- ★ Les ennemis du peuple se gavent de caviar pendant que la population subit confinement et couvre-feu (p. 4)
- ★ Les révolutionnaires multiplient les actions (p. 5-8)
- ★ Une semaine à Promotrans : formation ou racket organisé ? (p. 9)

L'IMPÉRIALISME ET SES GUERRES

- ★ Biden propulse les Etats-Unis dans la guerre contre la Chine (p. 10-14)
- ★ Mali : l'armée française à assassiné 19 civils dans un bombardement (p. 15)

SUR LE CHEMIN DU POUVOIR

- ★ Brèves internationales (p. 16)
- ★ URGENT ! Communiqué du mouvement révolutionnaire brésilien (p. 17)

LA MOITIÉ DU CIEL

- ★ Augmenter le SMIC, une nécessité pour des millions de travailleuses (p. 18)

CULTURE

- ★ Redonnons du sens au premier mai ! (p. 19)

BRÈVES DE LUTTE

Partout sur le territoire de l'État français, des travailleurs et travailleuses luttent pour leurs droits, pour leurs salaires et conditions de travail. Ces dernières semaines encore, de nombreuses grèves ont eu lieu. Quelques exemples.

Les salariés de Carrefour en lutte pour de meilleurs salaires !

Le samedi 3 avril, des milliers de travailleurs et travailleuses du groupe Carrefour ont mené une grève pour revendiquer de meilleurs salaires et plus d'embauches. Alors que Carrefour a versé plus de 400 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires, les salariés, eux, n'ont reçu qu'une petite prime de 200 €. Pour briser la grève, la direction de Carrefour a proposé une ridicule augmentation de salaire de 1,2 %. La réponse des salariés ne s'est pas faite attendre : le jeudi 8 avril, des grèves ont eu lieu dans de très nombreux entrepôts du groupe partout en France.

Les AESH revendiquent des hausses de salaires et un vrai statut !

Le jeudi 8 avril, les AESH, c'est à dire les personnels s'occupant des élèves en situation de handicap dans les établissements scolaires, étaient en grève. Ce métier, exercé à 90 % par des femmes, est très précaire : les salaires sont bas et les personnels sont contractuels, ce qui signifie qu'ils ne bénéficient pas du statut de fonctionnaire. Par leur grève du 8 avril, la profession revendique ainsi de meilleurs salaires et un

vrai statut.

Les ouvriers de l'usine Axilone Plastique en grève dans le Morbihan !

Le 7 avril, les ouvriers des deux usines Axilone Plastique du Morbihan, en Bretagne, ont lancé un mouvement de grève visant à mettre la pression sur leur direction dans le cadre des négociations sur les salaires. Concrètement, les ouvriers dénoncent le fait qu'ils n'ont reçu ni augmentation ni prime en 2020, malgré les conditions difficiles de l'épidémie. Aujourd'hui, l'entreprise leur demande de travailler toujours plus et même le week-end pour répondre au surplus d'activité. Les travailleurs n'acceptent pas cette situation et se sont donc légitimement mis en grève pour obtenir de l'entreprise de vraies hausses de salaires.

Au CHU de Brest, des secrétaires en grève !

Les secrétaires du Pôle des organes des sens du CHU de Brest ont entamé un mouvement de grève le 8 avril. Ils revendiquent principalement l'amélioration de leurs conditions de travail via la création de postes. En effet, à Brest comme ailleurs, les personnels hospitaliers sont surmenés et en sous-effectifs, particulièrement en cette période de pandémie. En réponse à leur mouvement, la direction a proposé la création d'une plateforme commune à différents services de l'hôpital. Cela ne règle en rien les problèmes que rencontrent les secrétaires du CHU de Brest, que sont bien décidés

à ne pas se laisser marcher sur les pieds par leur direction !

Les ouvriers de Rayonier Advanced materials en grève à Tartas !

À Tartas, dans les Landes, les ouvriers de l'usine Rayonier Advanced materials ont entamé une grève le 6 avril. Ils revendiquent des embauches et des augmentations de salaire. La direction de l'usine, qui produit des molécules de cellulose, n'a proposé qu'une maigre augmentation de 0,4 % des salaires, et aucune embauche. Les 300 salariés de l'usine, déterminés, ont donc décidé de poursuivre leur mouvement de grève jusqu'à la victoire !

Dans le Morbihan, les ouvriers de l'usine Mix Buffet se battent pour leurs salaires et conditions de travail !

Le mercredi 7 avril, plus de 70 ouvriers de l'usine Mix Buffet de Guer, dans le Morbihan, étaient en grève. Les salariés se sont réunis devant le siège de l'entreprise, revendiquant l'arrêt de certaines pratiques tyranniques de la part des petits chefs, managers en premier lieu. Les délégués syndicaux de l'usine ont précisé qu'ils revendiquent également « une augmentation de salaire du collègue ouvrier de 3 %, une augmentation de la prime de saison de 100 € net, la rémunération de la pause, la reconduction de la prime Pepa et le décalage d'une semaine du premier groupe de vacances d'été ».

LES ENNEMIS DU PEUPLE SE GAVENT DE CAVIAR PENDANT QUE LA MAJORITÉ DE LA POPULATION SUBIT CONFINEMENT ET COUVRE-FEU !

Le vendredi 2 avril, M6 a diffusé un court reportage à propos des repas clandestins organisés par la haute bourgeoisie parisienne. On y voit des riches en costard déguster dans un palace des menus à plusieurs centaines d'euros. Interrogé en caméra cachée, le propriétaire des lieux affirme avoir diné avec plusieurs ministres dans des « restaurants clandestins ». Le lieu a rapidement été identifié, il s'agit du Palais Vivienne, situé au 36 Rue Vivienne, dans le chic deuxième arrondissement de Paris. Le propriétaire, quant à lui, est Pierre-Jean Chalençon, un riche collectionneur.

En pleine pandémie, alors que tous les lieux habituels de sociabilité sont fermés, alors qu'il est interdit de se déplacer à plus de 10 kilomètres de chez soi, alors qu'il y a un couvre-feu à 19h, alors que plus de 5 600 personnes sont actuellement en réanimation, la haute bourgeoisie ne se prive pas. Dans le reportage de M6, on peut d'ailleurs voir qu'au Palais Vivienne, les gestes barrière ne sont absolument pas respectés : le personnel ne porte même pas de masque car le propriétaire souhaite que les invités se sentent « *comme chez eux* ». Ainsi, en plus de les exploiter en dissimulant leur travail, Pierre-Jean Chalençon met également en danger la santé de ses employés en refusant qu'ils appliquent les gestes barrière. Sur tout cela, le propriétaire des lieux se justifie de manière pathétique en affirmant que « *on est en démocratie, on fait ce qu'on veut* ». Il s'agit là de la mentalité bourgeoise la plus crasse, la plus individualiste.

Au fond, la bourgeoisie ici nous montre son vrai visage : d'un côté, sur tous les plateaux téléés, ses représentants viennent expliquer qu'il faut faire attention au virus, respecter les gestes barrière et se plier au métro-boulot-dodo, abandonnant ainsi tout loisir, tout plaisir de la vie, pour lutter contre l'épidémie. De l'autre, ces mêmes bourgeois enfreignent toutes les règles qu'ils nous demandent de respecter. Alain Duhamel, chroniqueur sur BFMTV, a lui aussi mangé dans le restaurant clandestin de Pierre-Jean Chalençon, et ce en compagnie de Brice Hortefeux, ancien ministre de l'intérieur. Ces élites parasitaires qui nous font la morale à longueur de journée sur les plateaux de télévision sont ainsi elles-mêmes incapables d'être exemplaires.

Bien sûr, ces bourgeois savent qu'ils ne risquent pas grand chose en participant à de tels dîners : s'ils se font prendre, ils payeront tout au plus une amende de 135 €, ce qui ne représente rien pour eux. S'ils sont contaminés par le Covid-19, ils savent parfaitement qu'il y aura toujours un lit en réanimation disponible pour eux, dans une clinique privée ou avec une équipe médicale à domicile s'il le faut. Nombre de travailleurs ou anciens travailleurs souffrant de comorbidités n'ont pas cette chance et savent que, pour eux, attraper le Covid peut signifier mourir faute de places disponibles en réanimation. C'est ce qui est déjà arrivé à plusieurs centaines de milliers de personnes partout à travers le monde. Pourtant, dans une situation épidémique catastrophique, où les hôpitaux sont saturés, où les places disponibles en réanimation se font de plus en plus rares, il semble assez évident que la vermine bourgeoise qui se contamine dans de luxueux restaurants clandestins ne devrait pas être prise en charge par les services de santé, afin d'économiser de précieux lits.



L'insupportable bourgeois posant fièrement à côté d'un buste de Napoléon

Suite à la polémique, Pierre-Jean Chalençon a pathétiquement tenté de se défendre en affirmant qu'aucun repas clandestin n'est organisé au Palais Vivienne, qu'aucun ministre n'est venu dîner et que tout cela n'était qu'une blague, un poisson d'avril ! Pourtant, les images tournées par M6 ont bien prouvé le contraire, et le mardi 6 avril, la société des journalistes de la chaîne a affirmé être en mesure de confirmer « *la présence d'au moins un membre du gouvernement à un de ces dîners* ». Depuis, Pierre-Jean Chalençon a continué de se défendre, en affirmant notamment que cette affaire lui rappelait la France de Vichy, comparant ainsi la légitime dénonciation des parasites bourgeois qui se goinfrent sur le dos du peuple en période de pandémie et la déportation de centaines de milliers de juifs.

Cette nouvelle affaire nous démontre une fois de plus que les larges masses populaires et la haute bourgeoisie monopoliste ne vivent pas dans le même monde. Quand eux « *se gavent de saumon sur lit de caviar* », pour reprendre la formule du groupe IAM dans le célèbre morceau *Nés sous la même étoile*, nous avons souvent du mal à boucler les fins de mois, à payer notre loyer, à faire plaisir à nos enfants. Pendant qu'eux se contentent de gérer leurs affaires en empochant les bénéfices de leurs entreprises, nous travaillons au quotidien pour faire tourner la société et produisons toutes les richesses qu'ils s'accaparent. Pendant qu'eux ne connaissent pas le confinement, le couvre-feu et les restrictions sanitaires, nous sommes confinés dans de petits appartements et avons pour seule activité sociale le travail, pour celles et ceux d'entre nous qui en ont un.

Les repas clandestins de cette caste de bourgeois déconnectés de nos réalités, qui ne vivent qu'en nous exploitant, sont le symbole parfait de toute la corruption du système dans lequel nous vivons. Cependant, tout bouge, tout change, rien n'est éternel et, comme nous l'avons vu ces dernières années, la colère gronde, les mobilisations sociales prennent de plus en plus d'ampleur. Ainsi, nous pouvons avoir une certitude : tôt ou tard, nous leur ferons payer le prix fort pour leurs crimes, leur mépris, leur arrogance.

LES RÉVOLUTIONNAIRES MULTIPLIENT LES ACTIONS

À Saint-Étienne, les masses révolutionnaires célèbrent la Commune de Paris !

Le samedi 20 mars, à Saint-Étienne, à l'appel du syndicat des Travailleurs Privés d'Emploi et Précaires (CTPEP-CGT), une manifestation combative s'est déroulée pour célébrer les 150 ans de la Commune de Paris, première expérience de pouvoir du prolétariat. Le fait est d'autant plus à relever que c'est la seule manifestation de ce type organisée dans l'État français en dehors d'une autre organisée à Brest par les Gilets Jaunes.

Plus de 300 personnes ont défilé dans les rues de Saint-Etienne, malgré le froid glacial, pour affirmer leur attachement aux idéaux des Communards et pour proclamer que ceux-ci sont toujours d'actualité. Cette affirmation c'est retrouvée dans la composition même du cortège, constitué de nombreux jeunes qui s'étaient placés à l'avant de la manifestation. La jeunesse prolétaire a montré sa détermination tout au long du cortège en scandant de nombreux slogans. L'organisation Jeunes Révolutionnaires a fait grande impression avec une banderole qui proclamait le mot d'ordre « *relevons le drapeau rouge de la Commune de Paris !* ». Sur le parcours de la manifestation, de nombreux slogans ont été scandés en honneur à la lutte des femmes travailleuses, contre Thiers et sa République (en référence à



La banderole des Jeunes Révolutionnaires lors de la manifestation

Adolphe Thiers, chef de l'État français qui a fait réprimer la Commune de Paris) mais aussi en soutien à la lutte des paysans pauvres brésiliens en Rondônia, rappelant le caractère internationaliste de la lutte du prolétariat.

La manifestation a fait une pause devant l'Hôtel de Ville de Saint-Etienne, au cours de laquelle plusieurs discours ont été prononcés. Lors de son intervention, un militant du CTPEP (le comité des précaires et privés d'emploi de la CGT) a rappelé qu'il est nécessaire aujourd'hui de marcher dans les pas des communards pour faire advenir un monde sans classes sociales, débarrassé de l'exploitation capitaliste.

Le discours des Jeunes Révolutionnaires a été particulièrement apprécié, il a été marqué par le sceau de la combativité

représentant la classe et le prolétariat. La militante de JR a rappelé quelques principes fondamentaux notamment au sujet de la violence révolutionnaire en affirmant qu'« *il n'y aurait rien eu sans les canons de Montmartre et les fusils de la garde nationale* ». Elle a réaffirmé l'importance de l'abnégation et de l'initiative historique en citant le grand leader révolutionnaire Karl Marx, en relation avec notre époque qui est celle « *d'une nouvelle vague de la révolution prolétarienne mondiale* ». La militante a appuyé fortement sur le fait que « *sans le comité central de la garde nationale, rien n'aurait pu se faire* ». Pour les Jeunes Révolutionnaires, il est clair que « *sans un Parti révolutionnaire unifié du prolétariat rien ne pourra se faire !* » et que c'est LA grande leçon de la Commune. Jeunes Révolutionnaires a appuyé le fait que la commune de Paris

est la première expérience de la dictature du prolétariat, ce qui a également été rappelé par le Comité Chômeur Précaire de la CGT. La militante des Jeunes Révolutionnaires a conclu son discours par la nécessité d'assumer « *notre tâche historique, celle de relever le drapeau rouge de la commune !* ».

Après ces prises de parole combatives, le cortège est reparti en direction du FIL, une salle de concert occupée par des intermittents du spectacle en lutte pour obtenir le prolongement de l'année blanche, qui leur permettrait de continuer à toucher un revenu malgré la mise à l'arrêt de tout le spectacle vivant.

Il est à noter que durant le défilé, des activistes masqués ont déplié une banderole appelant à « *reconstituer le parti communiste de France* ».

Également, des militants ont massivement vendu *La Cause du Peuple* parmi les masses participant à l'évènement.

La semaine précédente, de nombreuses actions avaient aussi été menées par les Jeunes Révolutionnaires de Lyon, de Rennes, de Paris et de Saint-Étienne avec notamment des déploiements de banderoles et des tags mais aussi des formations autour de la Commune de Paris.

À Lyon, la jeunesse révolutionnaire affiche son soutien au prisonnier politique Georges Abdallah sur la préfecture !

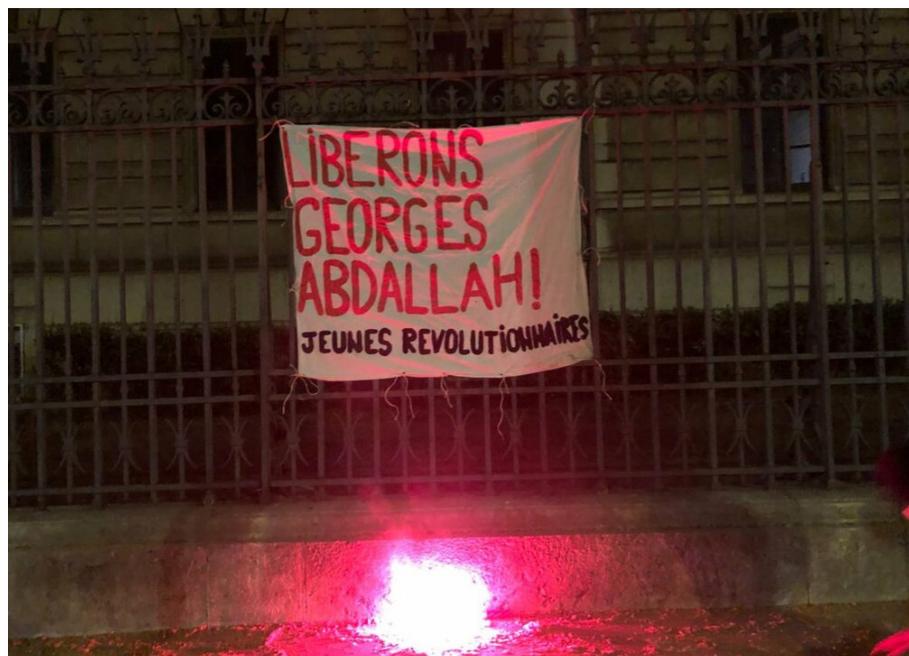
Le vendredi 2 avril, le plus vieux prisonnier politique de France, Georges Abdallah, fêtait ses 70 ans. Incarcéré depuis 1984

pour sa participation à la lutte du peuple palestinien contre le sionisme, Georges Abdallah est un symbole de l'abnégation prolétarienne. Dans le cadre de la Campagne unitaire pour la libération de Georges Abdallah, une action a été menée sur la préfecture de Lyon à l'initiative de l'organisation Jeunes Révolutionnaires.

« *Libérons Georges Abdallah* », voilà le message qu'on pouvait lire le vendredi 2 mars au matin sur une banderole accrochée par les Jeunes Révolutionnaires sur la préfecture du Rhône, à Lyon. Quelques mètres plus loin, c'est l'entrée du bâtiment qui a été tapissée d'affiches revendiquant la libération de celui qui incarne à la fois une certaine idée de la lutte révolutionnaire, mais aussi toute la violence de la répression. En effet, Georges Abdallah n'est pas un criminel : il est un combattant qui a donné sa vie pour la cause palestinienne, cause de tous les opprimés. Georges Abdallah est devenu le symbole de l'injustice flagrante de la « justice » officielle. Au Liban, il est un héros de la résistance

face à l'impérialisme et au colonialisme. Il est un des symboles de la lutte contre l'apartheid et le colonialisme sioniste.

Alors qu'il est libérable depuis 1999, l'État français, sous pression des États-Unis et d'Israël, s'acharne sur Georges et refuse catégoriquement de le remettre en liberté. Le message est clair : toutes celles et ceux qui se défendent face à l'oppression doivent être traités comme des criminels, il faut les faire taire à tout prix. C'est pourquoi, aujourd'hui, l'État français pose plusieurs conditions à sa libération : qu'il fasse « *acte de repentance* » et qu'il ne soit pas accueilli en héros lors de son retour au Liban, son pays d'origine. Ce jeudi 1er avril 2021, Georges Abdallah a sèchement répondu à l'État français en affirmant : « *Je ne négocierai pas mon innocence. Je ne renoncerai pas à ma position* ». Par cette réponse, Georges Abdallah a une fois de plus prouvé que les révolutionnaires ne se rendent pas, ne négocient pas, mais au contraire combattent jusqu'à leur dernier souffle.



« *Libérons Georges Abdallah* » sur la façade de la préfecture



Une table de solidarité tenue par les JR à Rennes

Le combat mené par la Campagne unitaire pour la libération de Georges Abdallah se poursuit avec un mot d'ordre clair : « *libérons Georges Abdallah !* ». Ce slogan signifie en effet que la Campagne unitaire ne souhaite pas que Georges soit libéré gracieusement par l'État français, mais qu'au contraire sa libération ne pourra s'obtenir que par la lutte. C'est ce message que les Jeunes Révolutionnaires ont voulu faire passer lors de cette action.

À Rennes, la jeunesse révolutionnaire s'organise pour améliorer les conditions de vie des masses populaires !

À l'initiative de l'organisation Jeunes Révolutionnaires (JR), de nombreuses actions ont été menées à Rennes ces dernières semaines pour améliorer concrètement les conditions de vie des masses populaires.

Alors que l'État abandonne les quartiers ouvriers, généralement en banlieue des grandes villes, et préfère distribuer des milliards d'euros d'aides aux patrons, c'est précisément dans ces quartiers que s'organisent les révolutionnaires. Ainsi, à Rennes, de nombreuses actions sont menées chaque semaine : sport populaire, récoltes et distributions alimentaires, et récemment une opération nettoyage du quartier. Suite à cette action, nous avons pu poser quelques questions à une militante des JR de Rennes.

- **La Cause du Peuple** : Pourquoi avez-vous

mené cette action ?

- **R.** : Nous avons mené cette action pour plusieurs raisons : d'abord, de nombreux habitantes et habitants se sont plaints des déchets dans le quartier. Nous avons donc réfléchi ensemble à comment intégrer cette question dans notre réflexion politique. Aujourd'hui, nos lieux de vie sont très souvent gérés par des mairies, des organismes HLM etc et nous n'avons que très peu d'emprise dessus. De là découle souvent la majorité des problèmes : quand il y a un soucis, chaque institution se renvoi la balle de la responsabilité, et au final, rien n'est fait. Comment alors régler ça ? Tout simplement, en prenant nous-mêmes nos affaires en main. On décide d'arrêter d'attendre l'État et ses institutions, qui ne feront rien pour nous, et on choisi de faire en sorte que ce soit ceux et celles qui vivent le quartier qui le gèrent ! Dans une optique révolutionnaire, il est essentiel que nous transformions la société pour qu'elle nous corresponde à nous, et plus à ceux qui nous exploitent. Commençons donc par une petite échelle : celle de notre quartier !

- **La CdP** : Comment l'action s'est-elle passée ?

- **R.** : L'action s'est très bien passée. Les membres de JR étaient très enthousiastes pour la mettre en oeuvre, et les habitants aussi ! Si certains nous avaient prévenus qu'ils viendraient avec nous, d'autres se sont rajoutés spontanément. Même les enfants se sont mis à nous aider !

- **La CdP** : Ce n'est pas la première fois que vous menez des actions dans le quartier. Quel autre type d'actions mettez-vous en place, et avez-vous d'autres actions prévues dans le futur ?

- **R.** : Tous les samedis, nous proposons une table de solidarité populaire. Le principe est simple : chacun est libre de faire un don de nourriture ou de produits d'hygiène ou de se servir si il a besoin de quelque chose ! En semaine, deux à trois portes-à-portes sur le même principe sont menés. Cela nous a permis de faire partie du paysage du quartier : tout le monde a déjà entendu parler de nous ! De façon plus ponctuelle, nous nous sommes également déjà organisés avec des associations du quartier pour proposer et distribuer un grand repas solidaire. Mais de nombreux autres projets sont en cours de préparation ! Par exemple, nous faisons du sport tous les dimanches et prévoyons de le proposer à tout le monde, dès qu'on sera parfaitement au point. On ne vous en dit pas plus, il faut garder un peu de surprise ! Si vous voulez participer à tout ça, n'hésitez pas à nous contacter !

À Lyon, la jeunesse se révolte face aux violences policières !

Le mercredi 3 mars, dans le quartier de La Duchère, à Lyon, un jeune de 13 ans est tombé dans le coma après une violente chute en scooter. Plusieurs habitants du

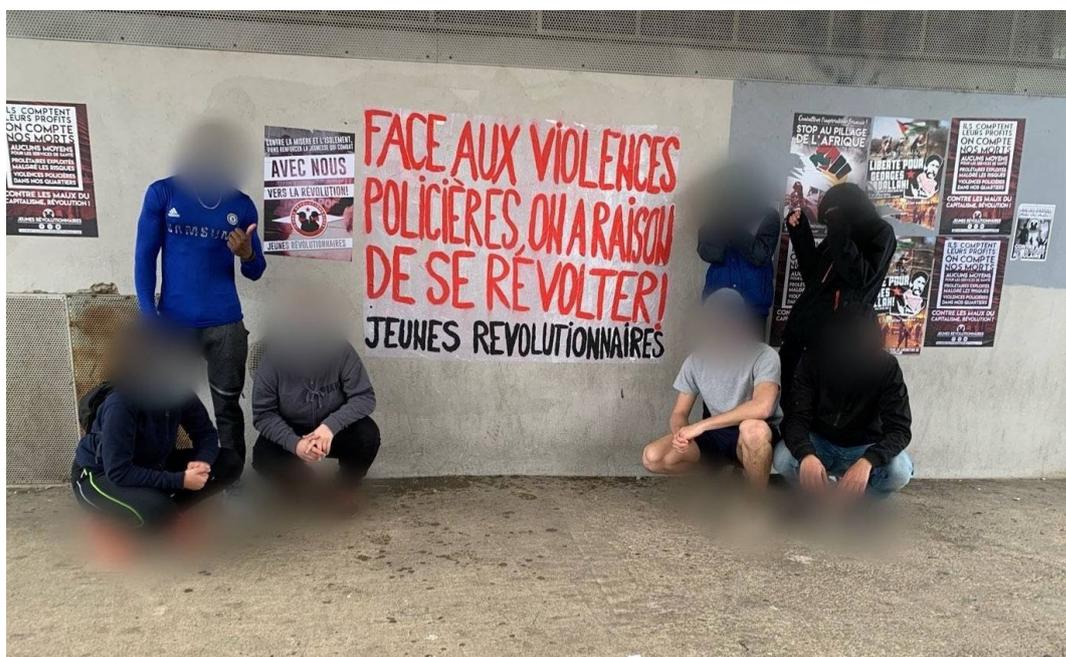
quartier témoins de la scène affirment que c'est une voiture de la Brigade Anti Criminalité (BAC) qui l'a percuté. Cet événement a déclenché d'importantes révoltes dans le quartier mais également dans d'autres endroits de la région lyonnaise.

Rillieux-La-Pape, Mermoz, Saint-Priest, Feyzin, Bron, Vénissieux, dans les jours ayant suivi les faits, les jeunes des quartiers prolétariens de la région lyonnaise sont nombreux à s'être mobilisés en attaquant la police à coups de pierres et de feux d'artifices.

Ces révoltes sont totalement légitimes puisqu'au quotidien, la police de l'État français est déployée dans les quartiers prolétaires pour y faire régner « l'ordre » capitaliste à grand renfort de matraques et de tirs de LBD. Ces violences policières ne sont donc pas des bavures, elles sont le fonctionnement normal de l'institution policière. En effet, dans le cadre du système capitaliste, le rôle premier de l'État est de protéger

les intérêts de la classe au pouvoir, la bourgeoisie, et donc de réprimer férocement, d'humilier, tous ceux qui se révoltent ou pourraient se révolter. En ce sens, en cette période d'intensification de la lutte des classes, la police se fait de plus en plus violente, puisque l'État devient de plus en plus réactionnaire. La police, en tant que bras armé de l'État, réprime donc de plus en plus violemment toutes celles et ceux qui osent se révolter. En ce sens, la police remplit parfaitement ses deux rôles : protéger la propriété privée des capitalistes et essayer de contenir, voire d'effacer, la lutte des classes.

Dans ce contexte, et sur demande d'habitants de leur quartier, les Jeunes Révolutionnaires de Lyon ont collé une grande affiche avec écrit « *Face aux violences policières, on a raison de se révolter !* ». Cette action a été réalisée après une séance de sport populaire organisée par les militants.



L'affiche contre les violences policières collée par les JR à Lyon

UNE SEMAINE A PROMOTRANS : FORMATION OU RACKET ORGANISÉ ?

Les douze gars présents sont tous là pour la même chose : passer le CACES, le Certificat d'Aptitude à la Conduite en Sécurité, qui permet de conduire les chariots de manutention de type 1, 3 et 5. En période de confinement et de développement du drive, on est plusieurs chômeurs à avoir choisi de dépenser nos points de formation dans cette formation, qui, globalement, donne une chance d'avoir un boulot payé au-dessus du SMIC.

Le matin, on capte déjà que tout le monde n'est pas là par plaisir. Plusieurs anciens ont appris à conduire les clarks « sur le tas », et ne comprennent pas l'intérêt ni de payer 930 € pour une semaine, ni d'être formé pour seulement quelques heures de pratique. L'un d'entre eux passe son CACES pour la quatrième fois, car il faut l'actualiser tous les cinq ans. Il conduisait déjà avant. Bien sûr, la formation permet d'éviter certains accidents. Mais elle n'a pas franchement d'autre utilité que d'éviter les bêtises les plus grossières.

Après deux heures dans la salle, petite pause. Un ouvrier algérien qui n'a pas été assez longtemps à l'école pour apprendre à lire le français me demande de l'aider, pour les questions du premier formulaire. Le formateur le voit... et s'en fout. Il ne le note même pas. Le collègue devra copier pour réussir l'épreuve théorique, alors qu'il connaîtrait les réponses à chaque question si on les lui avait posées à l'oral. C'est un père de famille, un « honnête homme » très fier de son honnêteté et de sa culture, qui ne veut pas ressembler à un « paysan du bled ». C'est une petite humiliation.

C'est à ce moment qu'on nous annonce que, comme on est trop nombreux, la formation sera divisée en deux groupes. Matin et soir. 6 h-13 h et 13 h-20 h. Peu importe que l'on soit dans une zone sans bus avant 7 h et après 19 h. Peu importe que 5 collègues n'aient pas de voiture. Peu importe que l'on soit au chômage, c'est souvent justement à cause de ça. Plusieurs collègues protestent. Encore une fois, ça passe au-dessus du formateur. On sera obligé de s'organiser nous-mêmes pour remonter les gens, avec des détours assez conséquents. Un gars me dit que son père ne peut pas venir le chercher car il doit garder de l'essence pour son travail, il n'a plus rien en fin de mois. Un autre, que sa femme va le déposer à 6 h (les enfants ? Le boulot ? Promotrans s'en fout).



Vient ensuite la formation. 12 personnes pour... deux chariots. Le mardi, on sera six. En gros, si on fait 4 heures de pratique avant les tests, on est content. Donc, une demi-journée pour des choses, qu'avant, on apprenait directement à l'usine. À quoi sert donc cette formation franchement ? D'autant que le formateur nous explique tout sans faire d'effort, à la va-vite. Un autre formateur, d'une autre agence, avec un minimum de conscience professionnelle, n'en revient pas. Les tests sont également une catastrophe ; jeudi midi, je n'ai toujours pas touché un seul chariot ni fait mon test écrit. Un d'entre nous n'en fera même aucun. Il a passé la journée à attendre, pour rien. Les élèves sont laissés seuls dans l'entrepôt, sans aucune surveillance hormis le testeur, qui hallucine également.

À 930 € la semaine (pour 4 h de pratique avant les tests, donc !), Promotrans a intérêt à bourrer. Plus on est de fous, plus il y a de pognon. Un budget de 48 000 € par semaine, s'il y a douze stagiaires à chaque fois. Peu de formateurs, qui s'occupent aussi de gens qui passent des diplômes de préparateurs de commandes (il faut payer pour faire ce boulot-là aussi ?). Deux millions et demi de bénéfices en 2018. Le tout payé par les fonds sociaux des entreprises, ou directement par les cotisations de la sécu. Promotrans, en sous-traitant à prix d'or le travail qui se faisait autrefois dans l'usine, fait des bénéfices monstrueux. Cet argent devait revenir aux masses : sécurité sociale et Conseil d'Entreprise. Il reviendra aux actionnaires de Promotrans. Attendons un peu, et la sécurité sociale ne financera plus ces formations : il faudra le faire nous-mêmes, via des mutuelles obligatoires d'entreprise, peut-être.

Ce n'est pas une « formation », c'est un racket.

BIDEN PROPULSE LES ÉTATS-UNIS DANS LA GUERRE CONTRE LA CHINE

Le nouveau président Biden surpasse rapidement ses prédécesseurs, Donald Trump et Barack Obama, dans l'escalade des tensions avec la Chine. Depuis son arrivée au pouvoir, l'administration Biden cherche à rallier des pays qui se sont distanciés de la première superpuissance impérialiste à cause de la diplomatie dure du président Trump. La cible principale de cette campagne internationale est la deuxième superpuissance impérialiste mondiale. Cette orientation était donnée dès la campagne électorale de Biden, lorsqu'il a critiqué le président de la Chine, Xi Jinping, en le traitant de « thug » (bandit). En tant que président récemment investi, il a présenté sa politique étrangère anti-chinoise le 19 février pendant la Conférence virtuelle de Munich sur la sécurité 2021 :

« Vous savez, nous devons nous préparer ensemble à une concurrence stratégique à long terme avec la Chine. La façon dont les États-Unis, l'Europe et l'Asie travaillent ensemble pour assurer la paix, défendre nos valeurs communes et faire progresser notre prospérité dans le Pacifique sera l'un des efforts les plus conséquents que nous entreprendrons. La concurrence avec la Chine sera rude. C'est ce à quoi je m'attends, et c'est ce dont je me réjouis, car je crois au système mondial que l'Europe et les États-Unis, ainsi que nos alliés de l'Indopacifique, ont travaillé si dur à construire au cours des 70 dernières années. »



Joe Biden, nouveau président de l'impérialisme états-unien

Le discours a continué sur des remarques tout aussi chauvines sur la Russie, en reprenant la théorie du complot préférée des libéraux occidentaux hypocrites : la manipulation mondiale des institutions démocratiques par des « hackers russes ». Ce discours a affirmé la continuation de la doctrine de politique étrangère mise en œuvre sous l'ex-président Trump : la concurrence des grandes puissances (*Great Powers Competition*). Malheureusement pour Biden, Angela Merkel et Emmanuel Macron ont préféré éviter la question de la Chine pendant la conférence. Les divisions du pacte atlantiste créées par Trump entre les États-Unis et l'Europe ont des racines plus profondes que l'égoïsme du dernier président. Trump n'a fait que mettre au grand jour la dure réalité de la lutte inter-impérialiste. Toutes les alliances impérialistes ne du- rent que tant que leurs membres en bénéficient, ou sont forcés d'y

rester. Il n'y a pas de place pour l'amitié internationale. Avec le développement de l'alliance impérialiste européenne, connue officiellement comme « l'Union européenne », les puissances impérialistes européennes, surtout l'Allemagne, tentent de plus en plus de se débrouiller sans les États-Unis, dans l'espoir de devenir elles-mêmes des superpuissances impérialistes, et cette tendance ne s'arrêtera pas avec Biden au pouvoir. Inversement, la réaction timide des impérialismes allemand et français à la proposition de serrer les coudes avec les États-Unis contre la Chine et la Russie dans une longue guerre hybride démontre que la rupture atlantiste persiste. Depuis le départ officiel du Royaume-Uni de l'alliance impérialiste européenne fin 2020, les États-Unis ont perdu leur meilleur allié en Europe, et ils ne feront que s'éloigner du vieux continent.

L'hésitation européenne n'a cependant pas empêché l'administration Biden de provoquer directement la Chine sur le terrain diplomatique par des accusations directes lors de ses premiers pourparlers avec la Chine le 19 mars à Anchorage, en Alaska. Le secrétaire d'État étatsunien, Antony Blinken, et le conseiller à la sécurité nationale, Jake Sullivan, ont dénoncé les violations des droits de l'homme commises par la Chine au Xinjiang, au Tibet et à Hong Kong, ainsi que les cyberattaques et les pressions exercées sur Taïwan. Le message principal des Yankees était que la Chine ne respecte pas les lois et les normes internationales, ce qui lui donne un avantage concurrentiel « injuste ». En réponse, la délégation chinoise a souligné l'hypocrisie des États-Unis en évoquant l'omniprésence des capitaux étatsuniens, les dégâts qu'ils causent partout dans le monde, le massacre de la population noire des États-Unis par la police et l'importance de la souveraineté chinoise. Cet évé-

nement illustre la continuation de la politique anti-chinoise de l'ex-président Trump sous Biden, mais avec la façade habituelle de défense de la démocratie, des droits humains et des conventions internationales. Par rapport à la politique étrangère « *America First* » plus honnête de Trump, la façade démagogique de la politique de Biden est encore plus dangereuse dans les conditions actuelles. Pendant la présidence de Trump, la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie étatsuniennes étaient trop divisées pour maintenir les politiques les plus réactionnaires du gouvernement, comme les camps de concentration pour les enfants migrants. Sous Biden, la bourgeoisie impérialiste étatsunienne a trouvé plus de terrains d'entente, et l'illusion d'un président progressiste garantit plus de paix sociale pendant son mandat. C'est surtout le cas par rapport à la politique étrangère de Biden, que tous les républicains applaudissent avec leurs collègues démocrates. Biden n'a

jusqu'à présent aucun projet de mettre fin aux barrières douanières introduites par Trump, ou de réduire l'énorme présence militaire au large de la côte chinoise mobilisée sous Obama. La farce électorale bourgeoise permet à Biden de développer la politique de guerre anti-chinoise mise en œuvre il y a plus de dix ans, tout en donnant l'impression qu'il y a eu un bouleversement politique.

La transformation des conditions internes et externes appelle à de nouvelles alliances. Malgré la réticence des impérialistes de l'Europe, l'OTAN ne va pas se dissoudre de sitôt, mais sa pertinence va de plus en plus diminuer à mesure que la guerre à venir contre l'alliance sino-russe se prépare. L'intérêt de l'impérialisme allemand est que la situation reste stable, pour pouvoir continuer à bénéficier de son énorme excédent commercial et de son rôle central dans la direction de l'alliance impérialiste européenne. L'Allemagne a pour projet de devenir la pro-

LA PRESSE INDÉPENDANTE ET RÉVOLUTIONNAIRE EN LIGNE SUR...



...WWW.CAUSEDUPEUPLE.INFO !

chaîne superpuissance impérialiste et l'immense marché chinois, avec sa demande insatiable de marchandises européennes, est essentiel à cette feuille de route, tout comme le gaz naturel russe. Bien que la France soutiendrait n'importe quelles initiatives pour arrêter l'expansion du social-impérialisme chinois dans ses semi-colonies africaines, elle n'est pas prête à aller aussi loin que Biden le souhaiterait, comme l'envoi éventuel d'un porte-avions en mer de Chine méridionale. La capacité militaire de l'impérialisme français est trop dispersée pour envisager une guerre contre un pays à l'autre bout du monde avec une population de 1,4 milliard d'habitants. La France s'en tiendra à la direction de l'alliance impérialiste européenne, qui lui a donné une autonomie qu'elle n'a pas eu depuis un siècle. Biden n'a donc d'autre choix que de remodeler l'alliance impérialiste des États-Unis en allant jusqu'à recruter même les régimes les plus réactionnaires du monde dans sa marche vers la guerre contre la Chine, tout cela au nom de la « démocratie » et de l'« équilibre international ». Cela implique de maintenir le projet de Trump de créer une alliance anti-chinoise permanente centrée sur la résurrection du *Quadilateral Security Dialogue* (Quad) en novembre 2017.

LE QUAD : UNE ALLIANCE POUR ASSIÉGER LA CHINE

Le Quad a été créé en 2004 à l'initiative du Japon pour répondre à la destruction causée par le séisme et le tsunami de 2004 dans l'océan Indien, mais avec le temps, il s'est transformé en quelque chose de très différent. La première réunion du Quad a eu lieu en 2007 et après cet

échange informel, le Quad est rapidement entré en déclin. Le groupe manquait de pertinence immédiate et le géant économique du Pacifique, la Chine, n'approuvait pas ce club qui unit ses plus importants voisins avec les États-Unis. En février 2008, dans la présence de son équivalent chinois, le ministre des affaires étrangères australien a déclaré que l'Australie ne proposerait plus un tel dialogue excluant la Chine. Une décennie plus tard, sous la direction du président Trump, le Quad a été soudainement ressuscité. Le retour du Quad en 2017 représente le début d'une transformation qualitative et perceptible après 10 ans de croissance économique chinoise fulgurante. La Chine a encaissé les coups de la crise économique de 2007-2008 en soutenant la demande mondiale avec son taux de croissance élevé. Pendant ce temps, les États-Unis sont tombés dans une longue récession, qu'ils ont traversée en imprimant massivement le tout-puissant dollar américain pour les grandes banques, tout en gardant un taux d'intérêt insignifiant. Bien que les États-Unis sont toujours restés bien plus forts que la Chine dans tous les domaines, c'était une période de rattrapage important pour le social-impérialisme chinois. La Chine est alors devenue une inquiétude principale pour ses voisins frémissants, ainsi que pour la première superpuissance, dont la domination mondiale n'avait pas été sérieusement contestée depuis le déclin de l'URSS.

Le nouveau Quad de 2017 a réuni les États-Unis, sous la direction de Trump, le Japon, toujours dirigé par Shinzo Abe, l'Australie, et l'Inde, avec le gouvernement du fasciste Narendra Modi. Sur cette

période de trois ans, le Quad a eu six réunions informelles et deux réunions ministérielles. Cette série de réunions a établi une base pour la coopération anti-chinoise dans la région Asie-Pacifique, sur laquelle s'appuie la politique étrangère du président Biden. Le 12 mars 2021, Biden a participé au premier sommet du Quad, qui a réuni les dirigeants des quatre pays par plateforme virtuelle. Les ambitions militaristes de l'alliance étaient laissées en arrière-plan, pour favoriser d'autres sujets qui permettent également d'entrer en concurrence avec la Chine. Parmi ces sujets, il y a eu la coopération sur la fourniture de métaux rares, la 5G, et le soutien à la vaccination COVID-19 dans les semi-colonies de l'Asie-Pacifique. La Chine a eu un rôle de pionnier dans tous ces domaines, en dépassant à de nombreuses reprises le rôle des États-Unis. L'importance de la Chine dans ces secteurs lui a apporté de plus en plus d'avantages diplomatiques dans la région, ce qui pose une menace de plus en plus sérieuse aux États-Unis. Les pays du Quad espèrent dépasser le rôle de la Chine dans la fourniture de vaccins en mobilisant la biotechnologie étatsunienne, le financement japonais, la production indienne et la logistique australienne. Le but est de fournir un milliard de vaccins à l'Asie du Sud-Est, afin de limiter l'influence de la Chine et de ses vaccins.

La contradiction entre le social-impérialisme chinois et l'impérialisme étatsunien et ses alliés est arrivée à une nouvelle phase, dans laquelle les pays membres du Quad ne pourront plus ménager les deux superpuissances. L'impérialisme étatsunien veut écraser le social-

impérialisme croissant de la Chine le plus tôt possible. Les impérialismes japonais et australien ont déjà été dépassés économiquement et militairement par le social-impérialisme chinois et se trouvent coincés entre l'hégémonie étatsunienne et l'expansion chinoise. Naturellement, les deux pays ont choisi leur allié historique, surtout le Japon, qui est le lieutenant fidèle de la politique étatsunienne en Asie de l'Est depuis sa capitulation sous les bombes atomiques des Yankees. Les tensions entre la Chine et le Japon s'aiguisent depuis des années, et la Chine agit militairement pour obtenir ses revendications territoriales ambitieuses en mer de Chine orientale, afin de s'assurer de précieuses ressources sous-marines et d'étendre sa zone tampon défensive. L'Australie a aussi eu un conflit récent avec la Chine en avril 2020 suivant l'appel du Premier ministre Scott Morrison pour une enquête ouverte sur les origines de la COVID-19. La Chine a réagi avec des sanctions sur des exportations australiennes importantes, comme le bœuf, l'orge, le homard et le vin. Vers fin 2020, les sanctions ont été étendues pour inclure le charbon australien, que la Chine cherche à remplacer en achetant plus de charbon russe. De même, les relations ont été particulièrement tendues entre l'Inde et la Chine depuis le conflit frontalier sanglant de juin 2020 dans la vallée du Galwan, dans l'Himalaya.

LA CHINE TROUVE DE NOUVEAUX ALLIÉS FACE À LA PRESSION

La Chine est donc encerclée par une alliance étatsunienne sur tout le long de sa frontière maritime. Bien qu'elle s'impose plus

agressivement dans la région qu'avant, ses actions, condamnées par le Quad, sont limitées à ses environs immédiats disputés. Alors que la mer de Chine méridionale est le centre d'activité de la puissance marine étatsunienne, aucun navire de guerre chinois ne patrouille au large des côtes californiennes. Pendant que la Chine cherche à exercer ses vastes revendications en mer de Chine méridionale, les navires étatsuniens circulent régulièrement dans la mer pour empêcher l'établissement d'une zone tampon maritime chinoise renforcée par des installations militaires sur des îles artificielles. Les autres pays de la région soutiennent la présence de la marine étatsunienne, puisque c'est leur seule chance de maintenir leurs propres revendications en mer de Chine méridionale, pourtant sans pouvoir les obtenir. En fin de compte, la présence étatsunienne sert à préserver une instabilité perpétuelle, dont le seul bénéficiaire réel est l'impérialisme étatsunien. N'importe quand, la marine étatsunienne pourrait imposer un blocus maritime contre la Chine au nom de la « protection du système international », avec ou sans ses alliés du Quad. Cela est tout à fait faisable, puisque les exercices maritimes dirigés par les États-Unis dans la région l'ont déjà démontré. Une exécution réelle de ces exercices reviendrait à étouffer la Chine sur le plan économique, et elle n'aurait pas d'autre choix que de répondre par la force. Ce scénario arrange l'impérialisme étatsunien, en lui permettant de dépeindre la Chine comme l'agresseur, malgré la présence de la flotte étatsunienne au large des grandes villes chinoises, qui forment le centre industriel et

démographique du pays. Dans la perspective de ce scénario, les États-Unis multiplient leurs bases militaires dans le Pacifique afin de renforcer l'encerclement stratégique de la Chine. Il faut savoir qu'il y a beaucoup plus de bases étatsuniennes au monde que les bases officielles. En plus des bases temporaires, les États-Unis déploient des bases « *lily-pad* » qui ne comptent pas non plus comme des bases officielles. Ces bases, relativement petites, voire minimalistes, sont souvent dans des bases d'autres pays, comme en Australie. Elles forment un réseau mondial de bases inconnues par le public, qui permet à la puissance militaire étatsunienne de frapper ses cibles rapidement dans le monde entier. Cette mobilisation militaire est complétée par la guerre économique déclenchée contre la Chine par la précédente administration Trump. Biden n'envisage d'enlever ni les barrières douanières punitives sur les importations chinoises, ni les sanctions sur certains dirigeants chinois. Il continue aussi à utiliser la politique introduite sous Trump pour serrer la vis aux entreprises chinoises de technologie aux États-Unis.

Dans ce contexte, l'expansion chinoise dans la mer de Chine méridionale, tout comme les campagnes chinoises dans la vallée du Galwan, à Hong Kong et au Xinjiang, consolide les régions frontalières de la Chine pour une inévitable guerre avec la superpuissance militaire étatsunienne déjà à sa porte. Le social-impérialisme chinois se méfie à raison des États-Unis et de ses alliés régionaux : le Japon, l'Australie et l'Inde. L'expansion chinoise n'a pas lieu sans raison, elle s'oppose

à une hégémonie étatsunienne beaucoup plus importante. Il est nécessaire de reconnaître ces deux aspects liés, qui forment la contradiction principale de la lutte inter-impérialiste en Asie-Pacifique. En réponse à l'agression yankee, l'alliance sino-russe continue à se renforcer. Trois jours après les pourparlers avec les États-Unis à Anchorage, le ministre des affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, a été accueilli en Chine pour échanger avec le ministre des affaires étrangères chinois, Wang Yi. En arrivant en Chine, Lavrov a déclaré : « *Pour nous, la Chine est un véritable partenaire stratégique et un ami qui partage les mêmes idées. Notre coopération sur la scène internationale aura un effet stabilisateur sur la situation mondiale et régionale.* » Chaque pas en avant de l'impérialisme yankee renforce le partenariat sino-russe. C'est aussi le cas pour d'autres pays ciblés par la machine de guerre étatsunienne, comme l'Iran par exemple, qui a finalisé le *Programme de coopération Iran-Chine de 25 ans* avec la Chine le 27 mars 2021. Ce programme apporte 400 milliards de dollars d'investissement chinois en Iran, en échange d'un approvisionnement régulier en pétrole iranien à prix réduit pour la Chine pendant une période de 25 ans. Comme dans le cas du Pakistan, le social-impérialisme chinois construit des ponts (au sens figuré et au sens propre) là où l'impérialisme étatsunien a brûlé les siens.

La capacité de l'État chinois à entretenir de bonnes relations internationales vient de son importance économique. La Chine est le plus grand marché du monde, ainsi que le centre industriel de l'économie mondiale. La Chine est également une superpuissance, il n'est pas possible de mettre en place un embargo sur elle comme sur Cuba, même pour les États-Unis, qui ont failli engendrer une crise économique mondiale pendant la guerre commerciale initiée par Trump, en raison du ralentissement du commerce mondial. Malgré leur rivalité, la Chine et les États-Unis sont les plus importants partenaires économiques de toute l'histoire. Cette dépendance sur la puissance économique chinoise a des conséquences encore plus importantes pour les puissances impérialistes en Asie-Pacifique, comme l'Australie et le Japon. La Chine est le partenaire commercial le plus important de l'Australie. Presque 40 % des biens australiens exportés sont destinés au marché chinois, et 27 % des biens importés en Australie viennent de la Chine. Au total, La Chine représente 30 % du commerce international australien. Pour le Japon, la Chine est le marché d'exportation et le partenaire commer-

cial le plus important, qui représente plus de 20 % de son commerce international. Pour l'Inde aussi, malgré sa position de semi-colonie entièrement engagée par les Yankees contre la Chine, la Chine est de loin le premier partenaire commercial. La Chine est une superpuissance impérialiste profondément intégrée dans l'économie mondiale, elle ne peut pas être soumise à un blocus ou à un embargo général sans déclencher un effondrement économique du système impérialiste. Dans une telle situation, les premiers pays à s'effondrer économiquement seront les alliés stratégiques des États-Unis en Asie-Pacifique. L'impérialisme étatsunien se trouve donc dans une situation impossible : il a besoin d'inciter à la guerre contre la Chine pour protéger ses profits impérialistes, mais cela mènerait à une crise économique dévastatrice pour tous, même lui. Cependant, le social-impérialisme chinois peut continuer à croître en partenariat économique avec tous les pays du monde, dont le Japon, l'Australie, l'Allemagne et la France. Quelle que soit la voie de l'impérialisme étatsunien, la crise économique de l'impérialisme est inévitable. Mais en pleine crise, les impérialistes n'auront rien à perdre et la guerre entre eux prendra une forme plus conventionnelle.

NOUVEAU PRÉSIDENT, MÊME HISTOIRE

La politique étrangère de l'administration de Biden n'est que la troisième phase du chemin vers la guerre contre la Chine. Premièrement, il y a eu la politique du « *Pivot to Asia* » et la prolifération de l'arsenal nucléaire sous Obama. Cela a été renforcé par la guerre économique déclenchée sous le slogan « *America First* » de Trump et sa remobilisation du Quad. Cette troisième phase sert à exercer le plus de moyens de pression possible contre la Chine, idéalement au sein d'une forte alliance telle que le Quad, qui donne une apparence de légitimité morale, même en étant à peine développé. Le but est de renforcer les domaines de coopération du Quad et d'ajouter plus de membres à l'alliance, comme la France. Entre le 5 et le 8 avril 2021, l'Inde a pour la première fois participé à l'exercice naval français « *la Pérouse* » dans l'océan Indien. Seuls des navires des quatre pays du Quad ont participé à cet exercice, dirigé par la marine française. Cela démontre que l'impérialisme français a un intérêt stratégique dans le Quad, et il est donc possible que la France durcisse sa position contre la Chine et en devienne aussi un membre, si les conditions l'imposent. **Dans tous les cas, l'impérialisme français ne se ferme aucune porte, et le Quad est une de ces portes.**

MALI : L'ARMÉE FRANÇAISE A ASSASSINÉ 19 CIVILS DANS UN BOMBARDEMENT EN JANVIER

Depuis le 3 janvier, de forts soupçons pesaient sur l'armée impérialiste française à propos d'un bombardement effectué dans la région de Bounti, au Mali. Suite à cette frappe aérienne, qui a fait 22 morts, des associations locales ont affirmé que la majorité des victimes étaient des civils qui célébraient un mariage. Près de trois mois après les faits, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma), une mission de l'ONU, est en mesure de confirmer que les victimes sont bel et bien des civils et que c'est une frappe française qui les a tués.

En janvier, lorsque la polémique avait éclaté, le ministère des armées s'était aussitôt défendu, affirmant qu'une frappe militaire française avait bien eu lieu dans la région, mais que celle-ci avait visé un groupe de terroristes liés à Al-Qaida. Plus tard, l'armée française avait essayé de semer la confusion en laissant penser qu'une frappe menée depuis un hélicoptère avait pu avoir lieu dans la même région au même moment, accusant ainsi à demi-mots l'armée malienne. En effet, au Mali, la seule force militaire disposant d'avions bombardiers est l'armée française, mais l'armée malienne dispose d'hélicoptères d'attaque.

Si l'enquête menée par l'ONU a démontré que des djihadistes se trouvaient bel et bien sur les lieux et que trois d'entre eux ont été tués par cette frappe aérienne, cette enquête prouve surtout que c'est un mariage de civils qui a été bombardé. Ainsi, si trois victimes se trouvent être des djihadistes, les 19 autres sont des civils.

Depuis le début de l'opération impérialiste Serval, dont Barkhane a pris le relais, ce n'est pas la première fois que des civils sont tués par l'armée d'occupation française : le 1er septembre 2020, un civil malien avait été tué par l'armée française, en mars 2019, ce sont trois civils maliens qui avaient également été massacrés et en novembre 2017, un enfant de 10 ans était tombé sous les balles françaises.

Depuis ce massacre du mois de janvier, un autre a été commis. En effet, le 25 mars, ce sont six jeunes maliens qui ont été tués par une frappe militaire française

dans le nord du pays, alors qu'ils chassaient pour nourrir leur proches.

Ces nombreux morts civils au Sahel viennent contredire la version officielle de l'impérialisme français, selon laquelle l'opération Barkhane serait une opération « propre » dans le cadre de laquelle sont menées des « frappes chirurgicales ». Cette sale guerre d'occupation, menée en premier lieu pour défendre les intérêts stratégiques de l'impérialisme français dans la région, n'a rien de propre, tant pour ce qui est de ses motivations profondes que de la manière dont elle est menée.

Pour dénoncer les massacres commis par l'impérialisme français, les Jeunes Révolutionnaires de Lyon ont accroché une grande affiche sur laquelle on pouvait lire « L'impérialisme français tue des civils en Afrique ! France dégage ! »



L'affiche collée par les JR

BRÈVES INTERNATIONALES

ANGLETERRE : “KILL THE BILL”

De nombreuses manifestations ont eu lieu pendant le mois de mars en Angleterre. Le 30 mars, les manifestants se retrouvaient devant le parlement de Londres pour protester contre les violences faites aux femmes. Cette manifestation faisait suite à la mort de Sarah Everard, enlevée et assassinée par l'officier de police Wayne Couzens. Un autre mouvement de protestation se répand dans toute l'Angleterre sous le mot d'ordre « Kill the Bill » en opposition à la loi « Planned Police Law ». Cette loi, portée par les ministres mais aussi par les chefs des départements de police, prévoit de donner à chaque officier de police le pouvoir d'imposer un temps de début et de fin à toute manifestation ainsi qu'une limite de bruit en fonction du jugement personnel des forces de police. Ne pas suivre ces restrictions laissées au bon vouloir des policiers serait un crime passible d'une peine de prison ou d'une amende de 2500 £. Cette loi, adoptée lors de la première semaine d'avril, prévoit également un temps d'incarcération prolongé avant une possible libération conditionnelle mais aussi un allongement des peines de prisons pour outrages à agent. Alors même que le Royaume-Uni entre dans une période d'instabilité favorisée par le Brexit et la pandémie actuelle, la politique s'oriente vers une augmentation du pouvoir alloué aux forces de répression. Mais les masses populaires sont déterminées à ne pas se laisser faire !

IRLANDE : COMMEMORATION DU SOULEVEMENT DE PÂQUES

Le début du mois d'avril était l'occasion pour les républicains irlandais (opposés à l'occupation britannique) de commémorer les soulèvements de 1916 avec la distribution des traditionnelles « easter lillies » (lys de Pâques). Récemment, la situation d'instabilité du Royaume-Uni a fait souffler un vent de rappel de ces événements. En effet, les unionistes irlandais (collaborateurs de l'impérialisme britannique) ont lancé un mouvement de protestation contre le Brexit et le durcissement des frontières entre l'Irlande et le Royaume-Uni. Les groupuscules terroristes unionistes ont essayé d'attaquer les quartiers républicains. Les masses révolutionnaires ont riposté face à ces attaques, ce qui a donné lieu à des émeutes, notamment dans la ville de Belfast où 50 policiers ont été blessés dans la nuit du 8 au 9 avril. Tout au long de ces événements, les révolutionnaires de l'Action Anti-Impérialiste d'Irlande ont été mobilisés sur le terrain pour organiser l'autodéfense des quartiers républicains face au terrorisme impérialiste des unionistes.

MYANMAR : SUITES DE LA CRISE

Depuis le 1er février, de nombreuses émeutes ont éclaté au sein de la République de Myanmar (aussi appelée Birmanie). Les forces paramilitaires de la dictature birmane (également coupable du génocide perpétré contre le peuple Rohingya) sont à l'origine du meurtre de plus de 700 civils, au sein des manifestants et de simples résidents touchés de manière collatérale. La contradiction entre les classes dirigeantes et le peuple, qui a mené au coup d'Etat de février, amène les masses à se révolter plus que jamais !

TURQUIE : LES MASSES NE SE LAISSENT PAS FAIRE

Les employés du groupe Migros protestent depuis trois mois contre les mauvaises conditions de travail, les congés sans solde et les licenciements. Ce juste combat subit une violente répression : une action menée devant la villa du patron de l'entreprise Tuncay Özilhan, dans le quartier de Beykoz à Istanbul, a conduit à une violente offensive à l'encontre des manifestants de la part des forces de l'ordre. Par ailleurs, il est à noter que récemment 22 ex-militaires ont été condamnés à perpétuité pour le putsch raté de 2016. Mardi 6 avril, Recep Tayyip Erdogan, recevait le président du Conseil européen et la présidente de la Commission européenne. Cette rencontre a fait polémique en Europe et en France notamment, car la présidente de la Commission européenne n'avait pas de siège attribué ! Alors même que cette rencontre avait pour but d'apaiser les tensions entre l'Union Européenne et la Turquie afin de conserver la politique migratoire qui permet à l'Union Européenne de se servir de la Turquie comme portail contre l'arrivée de nouveaux migrants, ce qui fait polémique c'est le siège de la présidente et pas le reste !

INDE : OFFENSIVE PAYSANNE ET REVOLUTIONNAIRE

Une contre-offensive a été lancée le 16 mars par les révolutionnaires après l'assassinat de quatre combattants de la *People's Liberation Guerrilla Army*, l'armée révolutionnaire du Parti Communiste d'Inde (maoïste). Contre la violente répression à l'encontre des révolutionnaires indiens, dits « naxalites », une lutte armée est menée par les masses indiennes et la riposte se fait sentir avec la mort de cinq officiers réactionnaires. Tout cela se passe dans le contexte d'un mouvement paysan extrêmement important mobilisant des millions de personnes depuis des mois.

Nous relayons ici un communiqué issu du mouvement révolutionnaire brésilien, publié sur la revue en ligne Internationale Communiste (disponible sur ci-ic.org)

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !

URGENT !

Le gouvernement de Rondônia menace de commettre un nouveau massacre dans la ferme Santa Elina, située dans la région de Rondônia, en Amazonie occidentale, au Brésil.

Nous dénonçons le déclenchement ces derniers jours par le gouvernement de Rondônia, dirigé par le gouverneur, également colonel de la police militaire, Marcos Rocha, et le secrétaire à la sécurité Cisneiro Pacha, "le boucher de Santa Elina", d'une série d'actions et de préparatifs qui indiquent une nouvelle offensive sinistre de réaction contre le mouvement paysan, qui prend de l'importance dans toute l'Amazonie occidentale. Cette offensive réactionnaire contre le mouvement paysan se déroule au milieu de l'aggravation de la contradiction entre révolution et contre-révolution et des développements importants de la situation politique au Brésil.

Dans leur campagne, les réactionnaires ont commencé à classer le mouvement paysan révolutionnaire comme une organisation armée et mènent une intense et vaste campagne répressive réactionnaire avec des persécutions, des assassinats, de la diffamation afin de le criminaliser comme une organisation terroriste. Afin aussi de capturer ses dirigeants dans le but, déjà infructueux, d'écraser le mouvement paysan révolutionnaire. Mais, ce n'est pas tout, la réaction tente de réprimer le mouvement révolutionnaire dans son ensemble, y compris la presse populaire et démocratique.

Pour mettre en œuvre son plan sinistre, l'ennemi a besoin d'obtenir la faveur de l'opinion publique, en brandissant le fantôme des événements d'août 1995, connus internationalement comme le "massacre de Corumbiara", que le mouvement paysan révolutionnaire a défini comme la "bataille de Santa Elina".

Le mouvement paysan révolutionnaire mène sa propre campagne contre les réactionnaires, avec comme mot d'ordre "combattre et résister", en faisant appel à l'exemple de la bataille héroïque de Santa Elina pour la terre, bataille au cours de laquelle la paysannerie pauvre a remporté une grande victoire politique et morale, malgré le massacre commis par les propriétaires terriens et des forces répressives de l'ancien État, qui se sont nourris du sang des paysans pauvres.

Aujourd'hui, avec cette note, nous commençons de manière urgente et immédiate la grande campagne internationale de solidarité avec la lutte du mouvement paysan révolutionnaire dans cette région particulière. Il est important que les organisations démocratiques, les personnalités, les artistes, etc. envoient leurs protestations et dénoncent le Secrétaire de la Sécurité de Rondônia, Cisneiro Pacha "boucher de Santa Elina" et le gouverneur de l'État, le Colonel de la Police Militaire, Marcos Rocha. En temps voulu, nous vous fournirons les détails, les directives et les développements de la campagne dès que nous recevrons les informations correspondantes."

Soutenons la lutte du peuple brésilien, particulièrement des paysans révolutionnaires de la région de Rondônia !



Des paysans révolutionnaires de la Ligue des Paysans Pauvres en Rondônia, au Brésil

AUGMENTER LE SMIC : UNE NÉCESSITÉ VITALE POUR DES MILLIONS DE TRAVAILLEUSES !

En France, 62,4 % des travailleurs payés au SMIC sont des femmes et 37,6 % des hommes. Nous le voyons ici, ce sont donc majoritairement des femmes qui touchent de faibles salaires. Pour elles, l'augmentation du SMIC est une nécessité vitale. C'est pourquoi, à La Cause du Peuple, nous soutenons la juste revendication portée par des millions de femmes d'une augmentation immédiate du SMIC à hauteur d'au moins 1500 € net par mois, contre 1231 € actuellement.

Dans le cadre du système capitaliste, basé sur l'exploitation des travailleurs et travailleuses, les femmes sont deux fois plus exploitées que les hommes : elles exercent souvent les emplois les moins bien payés, les plus ingrats, souvent à temps partiel, avec un statut précaire. De plus, dans la plupart des foyers, ce sont les femmes qui s'occupent de la majorité des tâches ménagères, mais aussi de l'éducation des enfants.

Pour de nombreuses mères célibataires, qui élèvent seules leurs enfants, survivre avec le SMIC est un défi quotidien : comment payer le loyer, l'eau, le gaz, l'électricité, internet, le forfait de téléphone, les courses, l'essence, l'assurance du logement et de la voiture, etc, avec un salaire aussi faible ? Dans ces conditions, il est impossible de s'offrir le moindre plaisir, de faire des cadeaux à ses enfants, de partir en vacances, bref, de vivre. Le système dans lequel nous vivons condamne les travailleuses au SMIC à

survivre tant bien que mal.

Pour les femmes vivant avec un conjoint violent, le faible niveau du SMIC est aussi un problème majeur : comment partir pour se protéger quand on touche un salaire tellement faible qu'il est impossible de trouver un logement ? Pour ces femmes, l'augmentation du SMIC est une question de vie ou de mort.

Les millions de femmes payées au SMIC sont indispensables au bon fonctionnement de la société : ce sont elles qui tiennent la caisse des supermarchés ou mettent les produits en rayon, ce sont elles qui servent les repas de nos enfants dans les cantines scolaires, ce sont elles qui tiennent le secrétariat des cabinets médicaux et des hôpitaux, ce sont elles qui s'occupent des enfants dans les crèches ou des personnes âgées dans les EHPAD, ce sont elles qui font le ménage dans tous les bâtiments publics, etc. Tous ces métiers, majoritairement exercés par des femmes, sont essentiels. Sans les millions de femmes qui les exercent, la société ne pourrait pas fonctionner correctement.

Si aujourd'hui, les patrons ne veulent surtout pas augmenter le SMIC car cela leur ferait perdre de l'argent, pour nous, c'est tout le contraire : une augmentation du SMIC signifierait récupérer une part plus grande des fruits de notre travail. Une augmentation du SMIC signifierait aussi pouvoir souffler un peu.

Bien sûr, quand nous revendiquons l'augmentation du SMIC, nous

parlons du SMIC horaire, pas uniquement du SMIC en 35 h par semaine. Concrètement, nous revendiquons un SMIC d'au moins 9,90 € net par heure, contre 8,11 € actuellement. Une telle augmentation permettrait à des millions de travailleuses à temps partiel d'obtenir une importante hausse de revenu. En effet, actuellement, une personne travaillant 25 h par semaine ne touche que 878 € net par mois. Lorsque, par la lutte, nous aurons obtenu le passage du SMIC à au moins 9,90 € net de l'heure, cette même personne touchera minimum 1072 € net par mois. Lorsqu'on sait que plus de 30 % des femmes salariées sont à temps partiel, ce qui implique souvent une situation de grande précarité, il est évident qu'une telle augmentation du SMIC serait pour elles un grand soulagement.

De plus, une hausse du SMIC horaire à hauteur de 9,90 € net par heure signifierait aussi, pour 12,6 millions de travailleurs et travailleuses qui touchent juste un peu plus que le SMIC, une augmentation de salaire. En effet aujourd'hui, nombre de travailleurs touchent entre 1300 et 1400 € net par mois. Ces millions de personnes seraient elles-aussi concernées par un passage du SMIC à 1500 € net par mois.

Pour toutes ces raisons, la lutte pour l'augmentation du SMIC est une lutte urgente pour améliorer les conditions de vie du plus grand nombre.

REDONNONS DU SENS AU 1^{ER} MAI !

Cette année, avec la crise sanitaire, nous ne savons pas si aura lieu la grande manifestation « traditionnelle », où des centaines de milliers de personnes défilent derrière les banderoles et ballons des organisations de gauche et achètent du muguet. Pour beaucoup de gens, surtout proche du PCF et de la CGT, c'est une catastrophe. Mais est-ce vraiment ça, le premier mai ? Le premier mai que nous connaissons aujourd'hui n'est pas destiné au combat révolutionnaire de la classe ouvrière, il se nourrit du révisionnisme et de l'opportunisme. Il est un dispositif faisant partie du spectacle de la démocratie bourgeoise, où le droit de manifester est toléré tant qu'il est sous contrôle.

Le syndicalisme économiste, anti-politique, a transformé la journée internationale du prolétariat en une routine abrutissante. Pourtant, le premier mai a été très souvent à travers l'histoire ouvrière de France un jour de lutte politique et combatif, et il va le redevenir. C'est une nécessité historique.

Le premier mai 1919, 500 000 ouvriers prennent Paris, pour réclamer la journée de huit heures, alors que la manifestation est interdite. Les barricades sont montées, on crie « Vive les soviets ! » et « Vive la révolution bolchevique ! ». Les premiers mai 1934 et 1936, menés par les communistes, les ouvriers de tous bords politiques s'unissent pour balayer le fascisme et réclamer « le pain et la paix ». En 1934, les masses et les organisations ouvrières affrontent la police, qui répond par les balles, jusqu'à dans de petites villes comme Alfortville, où 300 coups de feu sont tirés et où les affrontements durent plus de sept heures. Pour les masses travailleuses, il fallait résister avec vaillance, car la police ne devait pas confisquer la journée. C'est une fête des masses. Mais pas une fête avec de l'alcool à foison et des chants inoffensifs crachés par des hauts-parleurs... C'est une fête révolutionnaire, et qui s'y oppose se retrouve confronté à la vague ouvrière.

Pendant l'Occupation, la Résistance s'organise pour des démonstrations de force (manifestations, défilés paramilitaires, attaques contre l'occupant ou Vichy). Le premier mai 1943 a lieu une grève contre le Service du Travail Obligatoire (STO), c'est à dire la déportation de jeunes pour travailler en



Une manifestation pour le premier mai, en 1968

Allemagne. Les actions de partisans sont plus nombreuses ce jour-là. Il n'y a évidemment pas de grands défilés derrière des ballons ; mais l'impact des actions, dans un contexte de terreur nazie, a une portée immense. Les meneurs des grèves de 1941 contre la déportation des juifs et pour le pain sont évidemment touchés par la combativité, l'abnégation des jeunes partisans ! Les masses juives, les résistants du quotidien, les hommes et les femmes qui détestent le nazisme, scrutent avec attention le premier mai, qui prend une signification historique.

Le premier mai 1968, les révolutionnaires s'unissent. « Victoire pour le Vietnam ! » : c'est la répression de ce mot d'ordre, mis en acte, qui déclenche « mai 68 ». Ce n'est pas un simple défilé : c'est un soutien massif aux actions des « Comités Vietnam de Base » qui attaquent l'ambassade sud-vietnamienne. C'est aussi un soutien massif des révolutionnaires aux antifascistes de l'UJC-ml (Union de la Jeunesse Communiste - marxiste-léniniste) qui luttent contre les groupes d'extrême-droite et leur inflige raclée sur raclée. Le peuple Vietnamien lui-même est attentif à la solidarité internationale particulière du premier mai dans le monde entier.

Le premier mai n'est donc pas une date de défilés, mais de combativité. Chaque révolutionnaire doit y avancer les mots d'ordre révolutionnaires. En 2021, comme en 1936, le premier mai doit être une journée pour l'unité populaire à la base, contre la réactionnarisation et la tendance à la guerre et pour la solidarité internationale avec les peuples du monde entier en lutte contre l'impérialisme.

SOUTENEZ LA PRESSE INDÉPENDANTE, DÉMOCRATIQUE ET RÉVOLUTIONNAIRE, **SOUTENEZ LA CAUSE DU PEUPLE !**

Existe-t-il une « pluralité des médias » en France ?

Non ! c'est un gigantesque monopole qui diffuse au quotidien la même vision du monde, conforme aux intérêts des grands patrons et des multinationales.

Les médias appartiennent à quelques milliardaires ou grandes familles : Martin Bouygues (*Groupe TF1*), Xavier Niel (*Le Monde*), famille Dassault (*Le Figaro*), Bernard Arnault (*Le Parisien*), Vincent Bolloré (*Groupe Canal+*), Patrick Drahi (*BFM TV, RMC*), François Pinault (*Le Point*), Matthieu Pigasse (*Le Monde, Vice, les Inrockuptibles, Nova*), Arnaud Lagardère (*Europe 1, RFM, Paris Match, le Journal du Dimanche*)



La Cause du Peuple, c'est l'exact opposé de cette mafia organisée :

- Notre journal n'appartient à personne si ce n'est aux masses en lutte
- Notre journal ne contient pas de publicité et ne reçoit pas de subventions de l'État, il est totalement indépendant ! Nous refusons la servitude à des grands groupes ou à l'Elysée. Nous nous finançons uniquement par la vente de notre édition imprimée et les dons recueillis

Il faut bâtir une véritable opposition, pas celle de l'Assemblée Nationale, des élections et des plateaux téléés, mais celle qui se bat contre la dictature du pognon, contre le système bourgeois et toutes ses composantes. Une opposition qui veut en finir avec ce monde !

Aujourd'hui, *La Cause du Peuple* se développe. Nous avons de nombreux projets : produire plus de reportages de terrain, organiser des événements publics et surtout professionnaliser notre format papier pour en faire un vrai journal révolutionnaire.



NOUS AVONS BESOIN DE VOTRE SOUTIEN FINANCIER : SOUTENEZ LA PRESSE D'OPPOSITION !

**FAITES UN DON :
UNIQUE, MENSUEL...**

**(PRÉ-)ABONNEZ-VOUS
AU FORMAT PAPIER :
À PARTIR DE 40 € POUR 1 AN**

contactez-nous par mail à lacausedupeuple@protonmail.com

LES FONDS RÉCOLTÉS SERVIRONT NOTAMMENT À LANCER UNE ÉDITION AU FORMAT «JOURNAL» POUR JANVIER 2022 !